



PUBLICITÉ

APPEL AU CONSEIL FÉDÉRAL, AUX ÉLUS ET AUX MÉDIAS

LES PREMIERS SIGNATAIRES

ORGANISATIONS :

Académie africaine de la paix – Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) – Aide Sanitaire Suisse aux Palestiniens (ASSP) – Alliance de Gauche (AdG) – Association suisse des amis du Monde Diplomatique – Association Suisse-Palestine (ASP) – attac Genève – attac Suisse – CAPSDH – Centre de conseils et d'appuis pour les jeunes en matière de droits de l'homme (CODAP) – Centre Europe – Tiers Monde (CETIM) – cfd-Frauenstelle für Friedensarbeit – Collectif No War – Collectif Urgence Palestine (CUP), Genève – Comedia – Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM) – Comité Tunisie en Suisse (CTS) – Commission socialiste de solidarité internationale (CSSI) – Commission Tiers Monde de l'Église Catholique (COTMEC) – Confédération droits démocratiques en Europe – CUAÉ, Genève – Déclaration de Berne (DB) – E-Change (E-CH) – Frauenstelle der kath. Gesamtkirchengemeinde Biel – Groupe Suisse sans Armée (GSsA national) – GSsA Genève / GSsA Berne / GSsA Zurich – Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples (LIDLIP) – Ligue Suisse des Droits de l'Homme (LSDH) – Maison Populaire de Genève (ASSMP) – Mouvement de Résistance des Peuples du Monde (WPRM) – Œuvre Suisse d'Entraide Ouvrière (OSEO) – Où sont-ils? – Pain Pour le Prochain (PPP) – Parti Socialiste genevois (PS Ge) – Redaktion Widerspruch – Solifonds – Sozialistisch-grüne Alternative Zug (SGA) – Syndicat interprofessionnel de travailleurs/euses (SIT) – Solidarités :

PERSONNES PRIVÉES :

Claude AJROI, prof. IUED, Genève – Sylvie BAILLOD, chanteuse, Neuchâtel – Edith BALLANTYNE, cons. spéc. aux affaires ouest-africaines, WLPF, Genève – Christian BALLY, député Verts (VD) – Anne-Marie BARONE, juge, Genève – Gabriel BARTA, baccalarié PS genevois – Jean BATOUI, prof. d'histoire internationale, uni Lausanne – Anne BICKEL, resp. recherche de fonds PPP, Jena – Daniel BOLOMEY, secr. gén. Amnesty International, section suisse – Antoine BRAWAND, cons. com. (St. Cergue) – Daniel BRELAZ, Syndic de Lausanne – Christian BRUNER, député PS (GE) – Valérie BUCHS, secr. syndicale, Genève – Théo BÜSS, secr. régional Pain pour le Prochain – Monique CAHANNES, cons. munic. PS (Genève) – Claire CHALUT, Genève – Bernard CLERC, chargé de recherche, anc. député, Genève – Christian COMELIAU, professeur honor. IUED – Imrith CORNAZ, Dr. ds sc. soc. Berne – Ali DAHLAB, architecte, Châteline – Olivier DE MARCELLUS, APCM, Genève – Jean-Marc DENERVAUD, président FOC – Alfred DE ZAYAS, secr. gén. P.E.N. G3 Saconnex – Claudine DIND, députée Verts (VD) – Catherine DOMAHDY, psychologue, Rolle (suisse R)

Signez l'appel !
Informations sur le site
www.cetim.ch

« Crime d'agression contre le peuple irakien, la Suisse se doit de réagir ! »

Pour imparfaits qu'ils soient, la Charte de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et les autres instruments du droit international constituent le seul cadre légal, politique et moral pour le règlement des relations entre les États. Agir unilatéralement hors de ce cadre, sous quelque prétexte que ce soit, représente une formidable régression vers le droit du plus fort, vers la loi de la jungle.

C'est pour cette raison que les soussignés, membres de la société civile, ONG, communautés religieuses, universitaires, députés et citoyens à titre individuel, demandent d'interpeller le Conseil fédéral afin qu'il mette tout en œuvre pour que le droit international soit appliqué, en intervenant au sein de l'ONU, notamment auprès des États membres du Conseil de sécurité qui ne participent pas à l'action militaire, en les exhortant à exercer pleinement leur mandat, à condamner l'agression des États Unis et de la Grande-Bretagne et à exiger réparation.

Nous demandons également que la Suisse déclare formellement que l'agression contre l'Irak constitue un crime au regard du droit international (crime contre la paix et crime d'agression)¹ et rende la communauté internationale attentive aux sérieuses accusations de crimes de guerre qui pèsent sur les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne² (en particulier des violations de la Quatrième Convention de Genève).

Par ailleurs, nous demandons que la Confédération helvétique cesse immédiatement toute vente d'armes, ainsi que toute collaboration militaire avec les États occupants, ayant à l'esprit, d'une part, l'engagement de la Suisse envers la paix et le désarmement international et, d'autre part, les déclarations de l'administration américaine relatives à ses futures interventions armées illégales dans d'autres pays, suivant sa doctrine de la « guerre préventive ».

Le fait que la Confédération helvétique soit dépositaire des Conventions de Genève et de ses Protocoles additionnels (qui codifient le droit humanitaire et réglementent l'usage de la force en cas de guerre), lui confère à notre sens une responsabilité toute particulière de les faire respecter, conformément à l'objectif de promotion de la paix prévu dans sa nouvelle politique étrangère³.

Nous demandons finalement que le Conseil fédéral encourage et finance la réalisation d'études indépendantes et de recherches universitaires sur les accusations de crimes de guerre commis par les forces des États agresseurs, telles que, notamment, des attaques contre la population civile et les médias indépendants (déliées ou résultant de négligences), la destruction d'infrastructures civiles, l'utilisation d'armes de légalité douteuse, la non-assistance aux victimes, l'entrave au travail des organisations humanitaires, le manquement au devoir de faire régner la sécurité et d'approvisionner les populations civiles sous occupation.

Nous ne pouvons tolérer un silence qui vaut complicité !

¹ Voir l'Appel de juristes de droit international concernant le recours à la force contre l'Irak (largement signé par des juristes reconnus internationalement), <http://www.sqdi.org/documents/eqdiappel.pdf>.

² Voir dossier rassemblé par le CETIM sur la question Irak, <http://www.cetim.ch/activ03/irak-analyse.htm>.

³ Rapport sur la politique extérieure de la Suisse du Conseil fédéral 2000.

<http://www.eda.admin.ch/eda/ff/home/sectat/rep/forpol.html>.

Gérard EPERON, enseignant, Lully – Jérôme FAESSLER, co-prés. attac-Genève – Aline FAYRAL, secr. associative Amnesty International, Lausanne – Roger GALLARD, coord. du Réseau Sciences et cité uni Lausanne – Luc GILLY, GSsA, Genève – Markus GLATZ, chef de la politique de développement de PNP, Berne – Gaspar GLAVICH, vic. prés. assoc. de citoyens résidents à Genève – Manuel GRANDJEAN, rédacteur en chef Le Courrier – Philippe GRANT, Dr. en droit, avocat, Genève – Christian GROBET, député et conseiller national AdG (GE) – Bruno GURTNER, économiste de la communauté de travail des ouvriers d'entraide, Berne – Shirin HATAM, juriste, Genève – Dominique HAUSSER, prés. PS genevois – André HEDIGER, Maire de Genève, cons. adm. – Pascal HOLENWEIG, CSSI Genève – Rachid HORNER, coordinatrice Projets ONG, Carouge – Marc HOUVET, enseignant, Versoix – Andree JELK-PELA, cons. munic. solidarité (Lancy) – Carole-Anne KAST, cons. munic. PS (Onex), Genève – Daniel KUNZI, cinéaste, Genève – Hubert LAUNAY, prés. SSP/VPOD Genève – Susanne LERCH, Genève – Lisi LEUBENBERGER, député Verts (GE) – Sébastien L'HAIRE, ass. Université de Genève – Christiane MAGNENAT SCHELLACK, anc. députée, La Lignon – Christian MARCHAND, cons. munic. (Grand-Lancy) – Christine MATTHEY, cons. munic. Verts (Genève) – Marie-Pierre MAYSTRE, psychologue Etat de Genève – Marc MOONEY, Centre Martin Luther King, Lausanne – Eric MORIER-GENOUD, sociologue, Lausanne – Patricia MUGNY, conseiller national et co-prés. des Verts suisse, cons. adm. Verts (GE) – Peter NIGGLI, directeur de la communauté de travail Swissaid, Action Carême, PPP, Caritas, Helvetas, EPER – Olivier NORER, cons. munic. Verts (Genève) – Chantal PEYER, chargée de projet à PPP, Lausanne – Charles PHILIPONA, prof. d'histoire, Carouge – David PICCOT, employé – Jean-Luc PITTET, secr. gén. Terre des Hommes Suisse (Genève) – Luc RECORDON, député Verts (VD) – Hans-Peter RENK, prés. section SSP/VPOD Neuchâtel – Claude REYMOND, secr. de la CGAS, Genève – Florian ROCHAT, directeur CETIM, Genève – Stéphanie ROY MICHAEL, Genève – Carle RUTA, coord. campagne LIPA, jeunesse socialiste suisse, Genève – Dominique RUTA-ROBERT, membre PS, Muri bei Bern – Julien SCHMID, Genève – Martin SCHWANDER, Maire d'Oberburg – Boudewyn SJOLLEMA, sociologue, Comburg – Anrienne SOUTTER, prés. association Suisse des Amis du Monde diplomatique, Genève – Christoph STÜCKELBERGER, secrétaire général Pain pour le Prochain, Zurich – Georges TISSOT, prés. Communauté genevoise d'action syndicale, Genève – Malin TREPP, Grossrat SP (GR) – Pierre-Alain TSCHUDI, cons. munic. Verts (Meyrin) – Pierre YANEK, député et secr. Solidarités (GE) – Alberto VELASCO, député PS (GE), anc. prés. attac GE – Jacqueline VOEFFRAY, Genève – Noël VOEFFRAY, prés. Croix-rouge – Anton VOGEL, Genève – Malik VON ALLMEN, sociologue, Genève – Pierre WAELTI, Vevay – Salka WENGER, députée PdT (GE), syndicat Equité – Jean ZIEGLER, Rapporteur spécial de l'ONU.

La liste complète des signataires est publiée sur notre site web.

Publications à venir : fin mai, dans plusieurs journaux suisses.

CETIM, rue Amat 6, 1202 Genève.

Tél : 022 7315963

Fax : 022 7319152

cetim@bluewin.ch